

NOTE DE RÉFLEXION N°7



JUIN 2020

CATASTROPHES AU TEMPS DU COVID-19

ADAPTER LA PRÉPARATION ET LA RÉPONSE AU CONTEXTE DE PANDÉMIE

PRÉAMBULE

Comme il le fait régulièrement dans le cadre de crises complexes, multifactorielles et potentiellement durables, le Groupe URD déclenche deux processus :

- Rappel des leçons tirées des grandes crises sanitaires du passé (voir : https://www.urd.org/wp-content/uploads/2020/04/20200402_Crises-sanitaires_FINAL-2.pdf)
- Mise en place d'un processus de type « observatoire de la crise et d'évaluation en temps réel », dont l'objectif est de fournir des synthèses, analyses et recommandations.

La présente note est la septième production de l'Observatoire COVID. Elle sera régulièrement mise à jour et complétée par différentes contributions sur des sujets précis :

- Santé ;
- Sécurité alimentaire, agricole et économique ;
- Cohésion sociale et tensions sociales ;
- Migrations et mobilités ;
- Éducation ;
- Conflits ;
- Nexus urgence-développement...

Avec le soutien du réseau REPER des ONG francophones sur la gestion du risque de catastrophes, il a semblé opportun de produire une note sur l'adaptation à un contexte COVID-19 des pratiques mises en œuvre classiquement en réponse à des catastrophes, qu'elles soient liées à des phénomènes naturels ou à des accidents technologiques et industriels. La présente note a donc été revue par les partenaires du REPER ainsi que par l'équipe de la PIROI, en première ligne pour la préparation et la réponse aux désastres dans l'océan Indien.

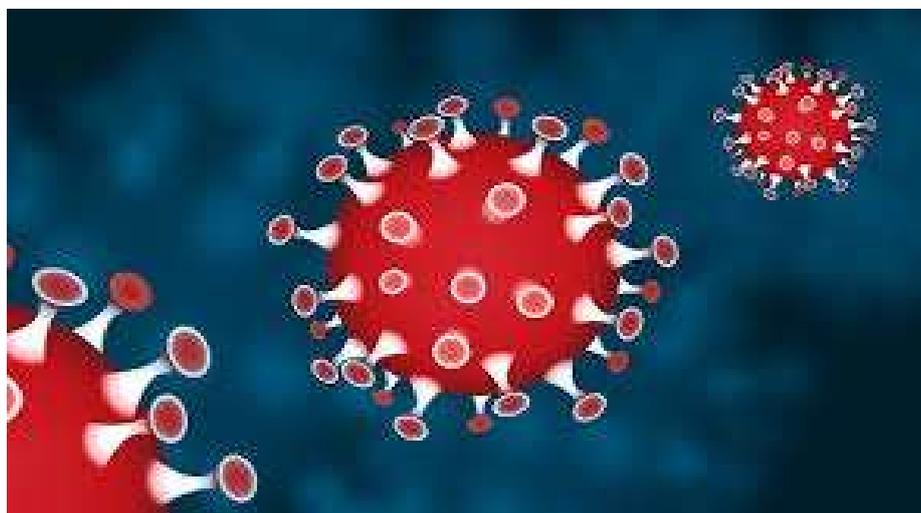


Photo de couverture : © Croix-Rouge Malagasy

Le Groupe URD produit des documents stratégiques dans le cadre d'une convention avec le MEAE (Centre de crise et de Soutien et Direction Générale de la Mondialisation) et l'Agence Française de Développement (AFD). Ce travail permet de renforcer la qualité des interventions autour des crises (avant, pendant, après) au niveau international et sur les sujets d'actualité du secteur. Le contenu de ces documents n'engage que leurs auteurs.

Résumé

La gestion des catastrophes s'est complexifiée au cours des dernières années, notamment avec les cadres de Hyogo, Sendai et Cancun. Il est essentiel d'intégrer, tout au long du cycle de la gestion du risque, l'existence de la pandémie, tant dans sa phase active aujourd'hui que face au risque 'endémique demain. L'adaptation des modes de préparation et de réponse aux catastrophes, notamment celles associées aux aléas hydrométéorologiques et géologiques, est donc impérative pour garantir que le plus grand nombre possible de vies sont sauvées, que les dommages physiques sont minimisés et que la reprise économique est rapide.

Recommandation N°1 : Protéger les acteurs de la réponse. Il est essentiel d'assurer la protection des acteurs de la réponse pour éviter qu'ils soient eux-mêmes touchés ou ne deviennent des agents de la transmission. Cet effort doit inclure à la fois les acteurs classiques de la réponse et les nouveaux acteurs émergents de la solidarité locale, issus non plus simplement des ONG mais aussi des réseaux de la société civile.

Recommandation N°2 : Assurer que les processus d'évacuation et d'accueil prennent en compte le risque épidémique. Explorer avec les agences gouvernementales et les ONG centrées sur la gestion des catastrophes les moyens par lesquels elles adapteront leurs systèmes d'abri aux évacués et/ou aux victimes des catastrophes pour garantir que le risque de transmission du COVID-19 est minimisé.

Recommandation N°3 : Renforcer les aspects WASH de la réponse. Il est également indispensable de renforcer les aspects WASH de ces abris car l'hygiène, et plus généralement l'accès dans de bonnes conditions à l'eau et l'assainissement, est l'un des éléments clés de la rupture des chaînes de transmission.

Recommandation N°4 : Sécuriser l'accès aux secours pour éviter qu'ils ne contribuent à la chaîne de transmission. Garantir que les processus d'accès aux assistances sont sécurisés (modalités de distribution, y compris en tenant compte des enjeux de distanciation physique dans les files et lieux d'attente, nettoyage des sites, désinfection des biens avant distribution, etc.) pour éviter qu'ils ne contribuent pas à la multiplication des clusters de transmission.

Recommandation N°5 : Surveiller pour réagir. Mettre en place des systèmes de veille sanitaire pour éviter que la période « post-catastrophe » n'entraîne des phases additionnelles de recrudescence de la pandémie. L'utilisation d'outils SIG pour faire se superposer les zones affectées par le désastre et celles affectées par la pandémie sera clé pour la gestion dynamique de la réponse.

Recommandation N°6 : Se préparer et s'engager sur la prévention : Pour les mois qui viennent et sans doute plus longtemps encore, les opérations de réponse aux désastres se dérouleront dans des contextes où la probabilité de circulation du virus demeurera élevée. Il faudra donc en amont préparer les modalités de réponse qui tiennent compte de ce risque, mais aussi former les équipes et les populations.

INTRODUCTION

La pandémie liée au SARS-CoV-2 a poussé de nombreux gouvernements à adopter des mesures sans précédent pour répondre à une crise à laquelle ils étaient très peu préparés : mesures barrières, confinements plus ou moins sélectifs, systématisation progressive des tests, etc. Il est toutefois essentiel de se rappeler que cette pandémie n'empêche pas l'occurrence d'autres catastrophes liées à des aléas naturels (géologique, hydrométéorologique) ou technologiques.

Ces aléas continueront à exister, induisant des catastrophes dans les endroits où les risques n'ont pas encore pu être suffisamment réduit. Il s'agira alors à la fois d'adapter les réponses aux catastrophes qui se superposeront à la gestion de la crise épidémiologique et de renforcer la résilience des communautés, des organisations et des gouvernements pour faire face à ces situations. Car, disons-le clairement : il est probable que le virus SARS-CoV-2 devienne endémique et que cette épidémie soit un signe avant-coureur des crises sanitaires à venir dans un monde en profond déséquilibre environnemental.

Étant donné la dynamique complexe de la réponse à ces catastrophes dans un scénario de pandémie, il est essentiel que les acteurs de la réponse aux catastrophes (gouvernements, agences spécialisées, ONG, sociétés civiles) soient capables d'adapter leurs pratiques classiques à des milieux hautement contaminants, mais aussi se préparent à des crises multirisques, afin d'en minimiser l'impact sur les populations, les économies, etc.

L'hémisphère Nord entre dans l'été, période durant laquelle la probabilité de catastrophes liées aux phénomènes hydrométéorologiques se multiplie. De nombreux pays vont ainsi continuer à être le théâtre des catastrophes plus ou moins aiguës, tout en affrontant le COVID-19. Il est donc particulièrement important qu'ils se préparent dès aujourd'hui à des scénarios multirisques. Dans six mois, ce sera au tour des pays de l'hémisphère Sud.

Dans cette note, nous décrivons tout d'abord les principaux impacts qu'une catastrophe aura sur une population gérée dans le cadre d'une crise de COVID-19 ou simplement dans une situation de type endémique, en utilisant des textes académiques ainsi que des rapports sur des catastrophes qui se sont déroulées dans la période actuelle de COVID-19. Dans un second temps, cette note décrit les principaux défis à relever en cas de catastrophe dans le cadre du COVID-19. Enfin, elle identifie certaines méthodes qui ont émergé pour s'adapter à un scénario multirisques et suggère de nouveaux changements de politiques qui permettraient de mieux répondre à ces scénarios complexes.

N.B. : Dans le texte qui suit, le terme « catastrophe » se réfère à toutes les catastrophes à l'exception de la crise du COVID-19.

GESTION DES CATASTROPHES EN « MODE » COVID-19

La pandémie à SARS-CoV-2 n'est pas encore terminée mais il faut penser à d'autres « catastrophes » qui pourraient se surajouter. Plusieurs parties du monde sont déjà - ou vont entrer - dans la saison des cyclones et la période de soudure alimentaire qui s'annonce difficile dans de nombreuses zones d'Afrique, notamment celles affectées par de dévastatrices attaques acridiennes dans la Corne. Il est donc urgent de réfléchir à comment adapter les alertes, les alarmes et la mobilisation des capacités de réponses.

Si certaines catastrophes peuvent survenir avec très peu ou sans avertissement (en particulier dans le cas des tremblements de terre et des catastrophes technologiques), d'autres suivent un certain nombre de logiques liées aux grandes dynamiques climatiques du globe (même si les dérèglements en cours font entrer une gamme importante d'incertitudes dans les saisonnalités et les trajectoires). En ce qui concerne les phénomènes climatiques extrêmes (qu'ils soient à cinétique rapide ou lente), d'importants progrès ont été réalisés dans les systèmes d'alerte et d'alarme. De nombreuses catastrophes sont en effet concentrées sur des périodes spécifiques, particulièrement les événements météorologiques comme les cyclones tropicaux et les tornades, les inondations et les incendies de forêt, et peuvent donc être anticipés. Ceci laisse souvent un certain délai durant lequel les autorités, populations et acteurs locaux peuvent se préparer, au moins partiellement. Ainsi, il est indispensable qu'en ce contexte post-pic d'urgence sanitaire, dans une période incertaine où se dessine une possible endémicité du SARS-CoV-2, les politiques d'intervention en cas de catastrophe soient revues dans tous les pays et que les stratégies d'intervention et d'allocation des ressources prennent en compte le nouveau contexte épidémiologique issu de la pandémie actuelle.

Même si elles peuvent prendre plusieurs formes, les catastrophes ont souvent des conséquences similaires sur les personnes qu'elles affectent. Depuis les pertes de vies humaines jusqu'aux déplacements en passant par la destruction des propriétés privées, elles ont des impacts conséquents sur les populations. Au niveau communautaire, les catastrophes peuvent également provoquer la dégradation des systèmes d'eau et d'assainissement, interrompant les chaînes d'approvisionnement et détruisant les récoltes, mettant en danger la sécurité alimentaire et l'accès à l'eau potable des régions entières. Enfin, de telles catastrophes peuvent avoir un impact important sur l'ensemble du pays, notamment la reconstruction et la réparation des logements et des infrastructures, qui s'avèrent souvent des processus coûteux et complexes. À ces niveaux connus, il est par ailleurs essentiel d'ajouter la couche opérationnelle résultant de la nécessaire prise en compte de la pandémie, tant dans sa phase active actuelle que durant la période post-COVID où le virus sera potentiellement endémique. L'adaptation des modes de préparation et de réponse à ces catastrophes est donc impérative pour garantir que le plus grand nombre possible de vies sont sauvées, que les dommages physiques sont minimisés et que la reprise économique est rapide.

Des catastrophes ont fréquemment lieu dans des zones où des maladies transmissibles sont présente mais la particularité du SARS-CoV-2 est d'être présent sur toute la planète, sans immunité collective assurée et avec de multiples mesures de prévention qui entravent potentiellement les réponses aux autres catastrophes. Pour répondre à cette nouvelle dynamique complexe, il faut donc faire preuve de capacités de prévoyance, d'innovation et d'adaptation, en prenant en compte les spécificités des communautés affectés à la fois par ces catastrophes et par la pandémie ou le risque pandémique.

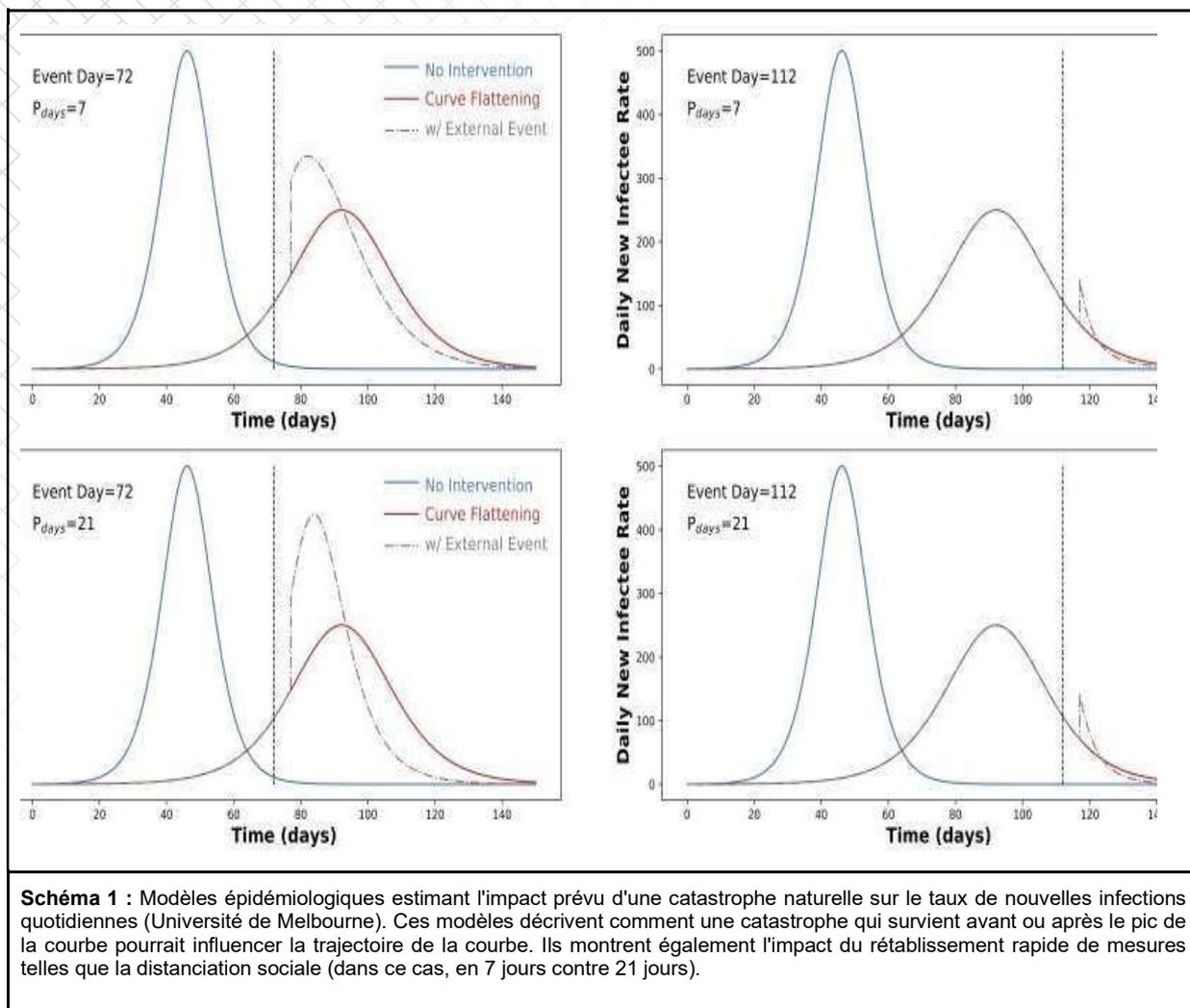
De nombreuses méthodes doivent être transformées, et de nouveaux outils et technologies être mis en place pour aider les communautés à se relever plus rapidement. Aider les communautés à s'adapter face aux scénarios à risques multiples contribuera à renforcer leur résilience, les préparant aux aléas futurs, plus fréquents et sévères du fait du changement climatique.

INTERACTIONS ENTRE IMPACTS DES CATASTROPHES ET COVID-19

Alors que les pays du monde entier font des efforts sans précédent pour ralentir la propagation du COVID-19, beaucoup ont été frappés par d'autres catastrophes, laissant des communautés détruites et d'autant plus vulnérables au COVID-19. Ainsi, au cours des derniers mois, ces nombreuses catastrophes ont dans de nombreux cas augmenté les risques de transmission et fait peser un fardeau supplémentaire sur des systèmes de santé déjà fragiles. À plusieurs reprises, le virus a également aggravé l'impact des catastrophes naturelles en raison des réponses sociales associées à la protection contre le COVID-19.

À titre d'exemple, aux États-Unis, des tornades ont tué au moins 34 personnes et détruit des milliers de maisons en avril 2020, une situation aggravée pour les victimes en raison de l'épuisement des réserves financières et alimentaires disponibles dans ces zones, épuisement dû aux achats excessifs observés au cours des derniers mois (phénomène dit du « stockpiling »), créant d'importantes difficultés d'approvisionnement qui, si elles durent, pourraient conduire à des pénuries alimentaires. La Croatie, de son côté, a connu en mars son plus important tremblement de terre en 140 ans, un jour seulement après que le confinement a été imposé sur l'ensemble du territoire national. Confrontées à des contradictions de procédure de réponse aux tremblements de terre (fuir les structures endommagées et se regrouper en zone sûre) et de lutte contre le COVID-19 (en maintenant la distanciation physique), mais aussi à la confusion qui s'en est suivie, la population a dans de nombreuses zones paniqué et plus de 20 000 personnes ont fui la ville vers la campagne environnante, entraînant un risque de propagation du virus à des personnes vivant dans des zones jusque-là épargnées. Une autre catastrophe a battu des records, celle du cyclone Amphan qui a généré en mai des rafales de vent soutenues de plus de 185 km/h, devenant ainsi le cyclone le plus puissant jamais observé en Inde orientale (Calcutta, Mumbai Suburban) et au Bangladesh depuis 20 ans. Son passage a touché environ 10 millions de personnes au Bangladesh et conduit près d'un demi-million de familles à perdre leur maison, les forçant à se réfugier dans des abris d'urgence surpeuplés, avec de forts risques de contamination. En outre, la destruction des cultures, du matériel de pêche (bateaux, etc.) et des pêcheries menace la sécurité alimentaire de milliers de personnes alors qu'elle avait déjà subi l'impact des mesures de confinement. De façon similaire, le cyclone Harold a traversé en avril les îles du Pacifique Sud : Fidji, Tonga, îles Salomon et Vanuatu. Dans certaines zones de cette région, le cyclone a détruit jusqu'à 80 voire 90 % des maisons et des infrastructures essentielles, entraînant une pénurie d'eau potable normalement cruciale pour limiter de façon préventive la transmission du COVID-19.

Des modèles épidémiologiques théoriques ont tenté de prédire quel sera l'impact des catastrophes naturelles sur les taux d'infection du COVID-19 et sur la courbe d'infection, et notamment le nouveau taux d'infection quotidien. À ce sujet, il est à noter que la « temporalité » des catastrophes par rapport aux pics infectieux semble très important pour déterminer la gravité de l'impact de la catastrophe sur les taux d'infection.



Ces modèles permettent de proposer deux hypothèses qui ont leur importance à la fois dans la gestion de la crise actuelle et dans celles qui pourraient s'ensuivre en contexte de COVID-19 endémique :

1. une catastrophe devrait avoir un impact beaucoup plus important sur le nombre de malades si elle se produit avant le pic de la courbe, plutôt qu'après, quand s'est installé la transmission à un taux plus constant.
2. la capacité de mise en place rapide des précautions de sécurité contre la transmission du coronavirus (comme la distanciation physique, le port des masques, le lavage des mains) aurait également un effet protecteur après une catastrophe sur la transmission de maladies contagieuses.

Les catastrophes ont très rarement été associées aux épidémies et, quand elles le sont comme pour la malaria ou le choléra, cela prend du temps et correspond à des situations spécifiques. Cependant, les pays doivent être prêts à prendre en compte le risque de propagation du COVID-19 dans un scénario de catastrophe, en particulier avant le sommet de la courbe, ou risquer de mettre davantage de pression sur les systèmes de santé déjà surchargés par la multitude de patients auxquels ils sont confrontés en cas de catastrophe. En outre, un seul cas de COVID-19 transmis par des secouristes à une population aurait un impact politique et institutionnel très importants.

Au-delà de l'impact physique direct de ces catastrophes et des risques d'accélération de la transmission du virus qui peuvent découler des mesures de gestion du désastre, de nombreux experts craignent que les pays affectés soient aussi confrontés à des conséquences économiques de grande ampleur qui entreraient en résonance avec les effets économiques des mesures prises pour contrôler la pandémie. Après les désastres, la reconstruction et la réparation des maisons et des infrastructures critiques sont des processus difficiles qui coûtent très cher aux gouvernements (voir, à titre d'exemple, le programme de secours de 132 millions de dollars de l'Inde suite au cyclone Amphan). Or, ces besoins en ressources se trouveront en compétition avec ceux hérités de la gestion du COVID-19. De plus, les pertes indirectes liées à la destruction partielle ou totale d'une partie des infrastructures économiques suite à la catastrophe aggraveraient l'effet de la fermeture des entreprises dans les contextes de confinement, aggravant ainsi la situation d'insécurité économique et alimentaire des populations.

LIMITER LES RISQUES DE TRANSMISSION PENDANT LA RÉPONSE AUX CATASTROPHES EN CAS DE PANDÉMIE

Au-delà des impacts spécifiques que les aléas naturels auront sur les populations confrontées à la menace du COVID-19, un certain nombre de difficultés sont prévisibles dans le cadre des réponses aux conséquences des catastrophes naturelles dans un contexte pandémique. La qualité de la réponse est en effet essentielle pour minimiser les impacts d'une catastrophe sur les communautés. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'objectif de la réponse aux catastrophes est de « fournir une assistance immédiate pour maintenir la vie, améliorer la santé et soutenir le moral de la population affectée ». La propagation du SARS-CoV-2 due aux opérations de réponse irait directement à l'encontre du principe « do no harm » qui est central dans la réponse humanitaire, mettant non seulement en danger la vie des populations, mais entraînant aussi une pression supplémentaire sur la santé mentale des communautés.

L'adaptation des techniques de réponse aux catastrophes pour qu'elles puissent prendre en compte le risque de transmission rapide du virus SARS-CoV-2 sera donc essentielle pour minimiser les pertes de vie additionnelles. Ceci doit notamment permettre d'éviter que les infrastructures sanitaires et médicales engagées dans la réponse à la catastrophe ne soient surchargées par un afflux rapide de patients affectés par le COVID-19. Actuellement, même si le virus SARS-CoV-2 et ses facteurs de transmission ne sont pas encore suffisamment compris, il existe un consensus sur le fait que le mode principal de transmission est la voie aérienne par l'intermédiaire de gouttelettes ou micro gouttelettes (aérosol). Celles-ci peuvent transmettre directement le virus en rentrant en contact avec les yeux, le nez ou la bouche d'une personne non infectée. Le deuxième mode de transmission du SARS-CoV-2 est le contact avec les matériaux sur lesquels se sont déposés le virus ou les objets utilisés par une personne infectée.

La récente réponse aux catastrophes observée dans le monde depuis le début de l'épidémie a été confrontée à de grandes difficultés dans l'adoption de mesures de précaution pour lutter contre l'extension de la COVID-19. Depuis les techniques de prise en charge des victimes et de protection des intervenants de la première urgence (y compris en contexte urbain déstructuré), jusqu'à la façon de recevoir de l'équipement et des bénévoles, presque toutes les étapes de la chaîne de déploiement d'assistance en cas de catastrophe doivent être adaptées. Les principales précautions qui ont émergé pour lutter contre le COVID-19 doivent être présentes tout au long du processus.

Guide de l'OMS sur la façon de réduire le risque de transmission

Pour réduire le risque d'être infecté ou de propager le COVID-19 :

- *Se laver fréquemment et soigneusement les mains avec une solution hydroalcoolique ou à l'eau et au savon.*
- *Maintenir une distance d'au moins un mètre avec les autres personnes.*
- *Éviter les lieux très fréquentés.*
- *Éviter de se toucher les yeux, le nez et la bouche.*
- *Veillez à respecter les règles d'hygiène respiratoire et à ce que les personnes autour de vous en fassent autant. En cas de toux ou d'éternuement, il faut se couvrir la bouche et le nez avec le pli du coude, ou avec un mouchoir et jeter le mouchoir immédiatement après, puis se laver les mains.*
- *Si vous avez des symptômes, mêmes bénins (toux, maux de tête, légère fièvre), restez chez vous jusqu'à la guérison. Demandez à quelqu'un de faire les courses pour vous. Si vous devez sortir, portez un masque pour éviter d'infecter d'autres personnes.*
- *En cas de fièvre, de toux et de dyspnée, consultez un médecin, si possible après l'avoir appelé par téléphone, et suivez les instructions des autorités sanitaires locales.*

Veiller à ce que la réponse aux catastrophes permette de respecter ces étapes là où c'est possible sera essentiel pour ralentir la transmission et faire en sorte que les nouvelles infections de COVID-19 ne débordent pas des systèmes de médecine de catastrophe et de soins de santé déjà sous pression.

Un certain nombre d'éléments spécifiques de la réponse aux catastrophes peuvent présenter un risque de transmission tant aux personnes affectées qu'aux équipes de secours et il s'agira d'identifier les moyens et méthodes les plus adaptés pour minimiser ce risque.

RECOMMANDATIONS

Recommandation N°1 : Protéger les acteurs de la réponse

Pour pouvoir continuer à fournir des services et des biens aux communautés suite à une catastrophe, il est essentiel de veiller à ce que des mesures de protection soient mises en place pour protéger les travailleurs d'intervention contre la transmission du SARS-CoV-2, car ce personnel peut rapidement devenir un vecteur de transmission. Les gouvernements et les organisations du monde entier ont donc commencé à adapter leurs plans pour protéger les acteurs d'intervention contre les infections. Pour être protégé dans les cas où le contact de personne à personne est inévitable, comme c'est le cas pour la recherche déblaiement, la médecine d'urgence et la gestion des traumatismes où la création de protections physiques (comme les barrières en plexiglas) n'est pas possible, les intervenants doivent bénéficier d'un équipement de protection individuelle (EPI). Face à une pénurie mondiale d'EPI, en particulier les respirateurs N95, il est vital que les organisations et les agences gouvernementales travaillent avec une variété de fournisseurs pour s'assurer que la quantité d'EPI nécessaire est obtenue. En raison de la pénurie, les travailleurs pourraient devoir réutiliser l'EPI, y compris dans certains cas les respirateurs, ce qui normalement n'est pas recommandé.

La chaîne opérationnelle devrait alors veiller à ce que des soins appropriés soient consacrés à la décontamination de ces équipements. Le cas des catastrophes technologiques est un peu différent car les équipes d'intervention spécialisées (pompiers, équipes NRBC) sont spécialement entraînées et équipées pour évoluer et intervenir dans des milieux dangereux, toxiques ou extrêmement contaminés. Ce personnel a l'habitude de travailler en interface entre des lieux dangereux et des populations fragilisées par l'évènement catastrophique. Il existe néanmoins des différences importantes, notamment dans les procédures de déshabillage et de décontamination des équipements qui devront être adaptés au risque infectieux.

Au Manitoba (Canada) où des nouvelles stratégies de réponses adaptées ont été mises en place pour protéger les travailleurs œuvrant contre les inondations, il est nécessaire de créer – dans la mesure du possible - des procédures qui prennent en compte la distanciation physique, mettent l'accent sur l'hygiène et réduisent le contact entre ouvriers, même à travers des outils partagés.

Recommandation N°2 : Adapter les processus d'évacuation et les lieux d'accueil des populations

Historiquement, un élément clé de la préparation aux catastrophes a été de mettre en place des abris pour que les populations puissent se mettre hors de danger avant l'arrivée d'un cyclone par exemple, ou lorsqu'une inondation recouvre progressivement des zones habitées et devant être évacuées. Ces abris - conçus pour résister aux vents très violents et aux pluies très abondantes qui accompagnent ces cyclones, ou être installés sur des hauteurs « hors d'eau » - peuvent être utilisés pour héberger des personnes pendant de courtes périodes et en phase « confinement en forte promiscuité ». Ainsi, pour des pays comme le Bangladesh, l'introduction de la construction des abris d'urgence au sein des méthodes de gestion des catastrophes est un élément important. Les quelque 4 000 abris construits contre les cyclones ont permis une forte diminution des décès résultant de ces catastrophes (voir Schéma 2).

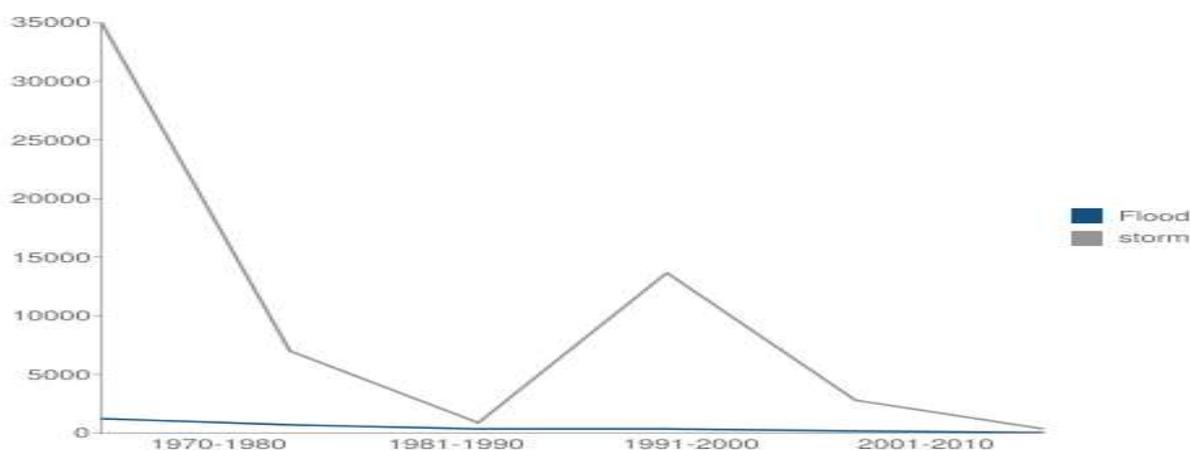


Schéma 2 : Nombre total de décès par inondations et cyclones au Bangladesh (1970 à 2010), extrait du PNUD

De la même façon, après les séismes, les populations vivent pendant des semaines, voire des mois, dans des abris précaires temporaires (camps de tente, abris sous bâches) puis des abris de transition (préfabriqués ou construits sur place). Ces abris où règnent la promiscuité présentent un risque sérieux de transmission du coronavirus. En effet, à l'intérieur, il est impossible de maintenir la distance physique cruciale pour limiter la transmission du virus et, dans le même temps, de les utiliser selon leur capacité normale. Les réponses à ce dilemme ont varié : alors que certains pays avec relativement moins d'infections au COVID-19, comme les îles du Pacifique Sud, ont choisi de suspendre les restrictions sur la distanciation physique ; les pays où l'aplatissement

de la courbe est devenu une méthode cruciale pour sauver des vies, comme les Philippines, ont choisi quant à eux de réduire le nombre de personnes admises dans les abris (de 50 %, dans le cas des Philippines). Cette réduction de la capacité, contribuant à ralentir la transmission au sein de ces abris, a laissé de nombreux citoyens affectés sans abri, poussant les autorités locales à chercher d'urgence des alternatives pour leurs concitoyens, (comme observé, par exemple, dans la province de Sorsogon aux Philippines où les cabines de quarantaine COVID-19 ont été transformées en abris d'urgence). Idéalement, la création d'abris donnant plus d'espace par personne serait la meilleure solution pour garantir que les individus peuvent s'abriter lors de catastrophes tout en limitant le risque d'infection lié au COVID-19. Dans la pratique, il a semblé qu'en raison des contraintes de temps et de budget, la réaffectation des infrastructures existantes (écoles, stades couverts, entrepôts, etc.) serait la solution la plus adaptée pour garantir à la fois abri pour les populations et limitation du risque de transmission du virus.

Recommandation N°3 : Renforcer les aspects WASH de la réponse

Il est indispensable de renforcer les aspects WASH de la réponse. Ceci concerne non seulement les abris d'évacuation ou post-catastrophe, car il y règne souvent une forte promiscuité, mais aussi de façon plus générale toutes les zones affectées par une catastrophe, au-delà des abris d'urgence. L'amélioration de l'hygiène et, plus généralement, l'accès dans de bonnes conditions à l'eau, au savon et à l'assainissement sont des éléments clés de la rupture des chaînes de transmission. Les mesures dites « barrière » de base sont essentielles : mais difficiles à mettre en place en contexte d'immédiat post-catastrophe : garder une distance physique (on préférera ce terme à celui de distanciation sociale), se laver les mains fréquemment, ne pas se serrer les mains ou s'embrasser alors que les populations sont sous le coup du désastre et cherchent à se rassurer, à retrouver leurs proches, une bonne gestion des corps des personnes décédées, etc. L'expérience montre qu'une partie de ces mesures sont facilement acceptées : le toucher de coudes pour éviter les embrassades, le lavage des mains dans des bacs installés à l'entrée des bâtiments ont finalement assez vite été respectés. Un appui de type WASH doit être réalisé afin d'assurer la présence d'eau, de savon, d'eau de javel et de récipients ad-hoc, ainsi que de sacs mortuaires en quantité suffisante pour rendre cet ensemble de « mesures barrière » faisables et efficaces dans des contextes très déstabilisés par les catastrophes.

Recommandation N°4 : Sécuriser les biens d'assistance et les modalités de distribution

Un autre aspect devant être pris en considération est l'ensemble des processus liés aux activités d'assistance : manipulation de matériels de secours, organisation des distributions, etc. En effet, la logistique, de l'achat, au transport et à la distribution de nourriture, de kits de biens de base et de fournitures médicales, crée autant de possibles vecteurs de transmission du SARS-CoV-2 pouvant potentiellement entraîner le virus même dans des zones ou des pays où des infections n'étaient pas enregistrées auparavant. Ce cas de figure explique la crainte qui, à Vanuatu, a suivi le cyclone tropical Harold en avril car l'île n'était pas encore atteinte par le COVID-19 et ne voulait pas que la réponse à ce cyclone apporte le virus. De ce fait, le gouvernement de Vanuatu a interdit aux travailleurs humanitaires étrangers d'entrer et a ordonné que les fournitures restent inutilisées pendant quelques jours afin de garantir la disparition de tout éventuel virus. Dans l'intervalle, la grande majorité des citoyens de Vanuatu ont dû dormir sur les décombres de leurs maisons, avec peu d'accès aux secours d'urgence. Bien qu'il s'agisse d'un cas extrême de réponse gouvernementale à une catastrophe dans un scénario de pandémie, il reste sage pour les gouvernements et les organisations de pratiquer une bonne gestion des risques de contamination

qui pourraient être liés soit aux envois d'équipes expatriées, soit aux biens de secours qui arriveraient non désinfectés, soient enfin aux modalités de distribution ne respectant pas les règles de base (distanciation physique, lavage des mains, masques pour les personnes les plus à risque). Il conviendra de toute façon de mettre en place des systèmes de veille sur l'ensemble des acteurs et populations concernés. Une réflexion a commencé à émerger sur la manière dont il faut construire la résilience des îles dépendantes de l'aide extérieure.

Recommandation N°5 : Surveiller pour réagir

Il est indispensable de mettre rapidement en place des systèmes de veille sanitaire pour éviter que la période post-catastrophe n'entraîne des phases additionnelles de recrudescence de la pandémie. Il faut en effet pouvoir détecter très vite si, parmi les victimes ou les intervenants, il existe des possibles cas asymptomatiques, retracer leurs mouvements, détecter les cas contacts et mettre en place test et isolement des cas suspects. Il faudra ainsi chercher, au-delà des applications pour smartphone qui émergent et sont très intrusives en matière de vie privée, les technologies de communication qui facilitent repérage et suivi des cas contacts. Les contextes d'« immédiat post-catastrophe » sont en effet des temps de grande mobilité et de forte promiscuité dans les abris précaires, ils présentent donc des risques de contamination rapide. L'utilisation d'outils SIG pour faire se superposer les zones affectées par le désastre et celles affectées par la pandémie sera clé pour la gestion dynamique de la réponse.

Recommandation N°6 : Se préparer et s'engager sur la prévention

Pour les périodes qui viennent et sans doute pour longtemps encore, les opérations de réponse aux désastres se dérouleront dans des contextes où la probabilité de circulation du virus demeurera élevée. Il faudra donc en amont préparer les modalités de réponse qui tiennent compte de ce risque, mais aussi former les équipes et les populations.

Un exemple assez complet de mesures pour adapter la gestion des catastrophes à un contexte pandémique est celui proposé par une des Sociétés de la Croix-Rouge les plus expérimentées en matière de gestion des désastres, la Croix-Rouge de Madagascar :

RECOMMANDATIONS DE LA CROIX-ROUGE MALAGASY

Formation des volontaires aux mécanismes de réponse et à la gestion des dépouilles mortelles

Sensibilisation / Communication sur les risques et Engagement communautaire : campagnes médiatiques (TV, radio, réseaux sociaux), affichage et flyers, dispositifs de retours d'information

Promotion de l'hygiène : dispositifs de lavage de mains, activités de désinfection, installation de points d'eau

Surveillance à base communautaire et suivi des contacts : comités locaux de surveillance formés sur le COVID-19, la détection des cas et le processus d'isolement

Mise en place d'un numéro de téléphone d'urgence pour l'**assistance psychologique**

Appui aux personnels de santé et aux autorités sanitaires : mise à disposition d'ambulances et de médicaments pour la fourniture de soins à domicile

Aide alimentaire et financière permettant aux familles à faible revenu d'acquérir une autonomie financière

Gestion des dépouilles mortelles : appui à la gestion de l'enterrement sécurisé des personnes décédées du COVID-19

CONCLUSION : AU-DELÀ DU COVID-19 : COMMENT RENFORCER LES RÉSILIENCES ET SE PRÉPARER AUX RISQUES MULTIPLES DU FUTUR ?

La pandémie de COVID-19 et les catastrophes naturelles, aussi horribles que soient leurs conséquences sur les vies et les communautés, vont de plus en plus souvent faire partie de la vie quotidienne de millions de personnes. La période actuelle doit être une occasion pour réfléchir aux approches de gestion des risques combinés. Les gouvernements, les organisations humanitaires et de développement, les ONG nationales et les organisations de solidarité locale et de société civile, mais aussi les communautés à tous les niveaux, ne doivent pas manquer cette opportunité de mieux se préparer face à l'avenir, y compris à d'éventuelles résurgences du COVID-19 dans les prochains mois et années. Ceci permettra également de mieux répondre aux futurs scénarios multirisques de plus en plus susceptibles de se produire en raison du changement climatique (qui rend les risques naturels saisonniers plus fréquents et plus intenses) et de la perte de biodiversité (qui amoindrit son rôle de barrière aux zoonoses, rendant la propagation de nouvelles maladies de plus en plus probable).

Par ailleurs, la récession actuelle des grandes économies et la diminution des recettes fiscales qui en résulte peuvent réduire les ressources disponibles face aux risques de catastrophe. D'autres schémas d'aide apparaissent cependant, notamment avec les acteurs du secteur privé et leurs spécificités. Le manque de ressources nationales devrait également réduire les capacités propres de préparation et de réponses des pays et des sociétés qui sont sur la trajectoire des désastres à venir. À ce sujet, des recherches réalisées par la Banque mondiale ont montré que la disponibilité rapide de financements suite à une catastrophe, comme celui déployé via Cat DDO (abréviation de Catastrophe Deferred Drawdown Option, une ligne de crédit innovante, mise à la disposition des pays suite à une catastrophe), peut également jouer un rôle important en période post-désastre et de pandémie, réduisant les conséquences de la combinaison mortelle « désastre-pandémie » sur les vies et les économies. En mettant en place et en investissant dans ces initiatives, durant la pandémie à coronavirus et après, les gouvernements peuvent limiter l'impact économique à long terme tout en aidant les communautés à se relever et à se préparer aux futures catastrophes d'origines multiples. Pour cela, il faut :

- Créer un meilleur approvisionnement et des réserves alimentaires locales prenant en compte les réglementations d'urgence qui pourraient être mises en place pour contrôler des flambées épidémiques.
- Renforcer les outils financiers qui permettent des transferts monétaires en limitant les contacts physiques, notamment avec la téléphonie mobile. Ceci demandera des négociations très rapides avec le secteur de la téléphonie et de la banque mobile pour la réhabilitation des réseaux affectés par un désastre.
- Innover en matière de conception architecturale dans le secteur des abris d'évacuation, mais aussi des installations temporaires post-désastre, en créant des structures qui résistent aux catastrophes et limitent la transmission des virus transmis par l'air.

Cet agenda de préparation et d'adaptation de la réponse aux contextes de pandémie doit s'insérer dans les stratégies des organisations financières internationales comme le FMI, la Banque mondiale et les Banques de développement qui peuvent distribuer les ressources dans des scénarios de crise là où elles sont le plus nécessaires.



Siège du Groupe URD
La Fontaine des Marins
26170 Plaisians – France
Tel : +33 (0)4 75 28 29 35

urd@urd.org

www.urd.org

SUIVEZ-NOUS SUR

